

**Convention collective**  
**BRANCHES SPÉCIALISÉES**  
**DE L'HORTICULTURE ET DES PÉPINIÈRES**  
**(ORNE)**  
**(24 septembre 1969)**

(Étendue par arrêté du 6 octobre 1972,  
*Journal officiel* du 3 novembre 1972)

---

AVENANT N° 47 DU 7 SEPTEMBRE 2005 (1)

NOR : AGRS0597206M

Entre :

Le syndicat des horticulteurs et pépiniéristes de l'Orne,

D'une part, et

Le syndicat départemental des salariés de l'agriculture FGA-CFDT de l'Orne ;

L'union départementale FO de l'Orne ;

L'union départementale des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 20-D « Horaire et registre » est modifié ainsi qu'il suit :

Le membre de phrase « aux dispositions du décret n° 95-1073 du 28 septembre 1995 » est remplacé par « à l'article R. 713-36 du code rural ».

**Article 2**

L'article 28 « Délai-congé ou préavis réciproque en cas de contrat à durée indéterminée » est modifié ainsi qu'il suit :

Le cinquième alinéa correspondant au second tiret est modifié et rédigé de la façon suivante :

« 2 mois pour tous les salariés non cadres à partir du coefficient 130, quelle que soit leur ancienneté dans l'entreprise, une fois la période d'essai terminée. »

---

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

### Article 3

Le premier alinéa de l'article 30 « Rupture du contrat à durée déterminée » est modifié et remplacé par les dispositions suivantes :

« Sauf accord des parties, le contrat ne peut être rompu avant l'échéance du terme qu'en cas de faute grave, de faute lourde, de force majeure ou d'embauche du salarié en contrat à durée indéterminée par un autre employeur. »

### Article 4

Un article 30.1 est inséré dans la convention collective et rédigé de la façon suivante :

#### Article 30.1

##### *Départ en retraite*

Tout salarié quittant volontairement son emploi pour bénéficier d'une retraite dans les conditions légales aura droit à une indemnité de départ en retraite fixée en fonction de son ancienneté dans l'entreprise à :

- 1/2 mois de salaire après 10 ans d'ancienneté ;
- 1 mois de salaire après 15 ans d'ancienneté ;
- 1 mois et demi de salaire après 20 ans d'ancienneté ;
- 2 mois de salaire après 30 ans d'ancienneté. »

### Article 5

L'article 33 « Congés pour événements familiaux » est modifié et rédigé de la façon suivante :

« Les salariés ont droit sur justification et à l'occasion de certains événements à une autorisation d'absence exceptionnelle accordée dans les conditions suivantes :

- |   |           |
|---|-----------|
| - mariage ou conclusion d'un pacte civil de solidarité par le salarié .....                 | 4 jours ; |
| - mariage d'un enfant .....   | 1 jour ;  |
| - naissance survenue au foyer du salarié ou placement en vue de l'adoption .....            | 3 jours ; |
| - décès du conjoint ou du partenaire lié par un pacte civil de solidarité .....             | 3 jours ; |
| - décès d'un enfant .....   | 3 jours ; |
| - décès du père, de la mère, du beau-père, de la belle-mère, d'un frère ou d'une sœur ..... | 1 jour ;  |
| - appel de préparation à la défense .....   | 1 jour.   |

Ces jours d'absence n'entraînent pas de réduction de la rémunération et sont assimilés à des jours de travail effectif. »

### Article 6

Le présent avenant prend effet au 1<sup>er</sup> octobre 2005 et les parties signataires en demandent l'extension.

Fait à Alençon, le 7 septembre 2005.

(Suivent les signatures.)